



Déficit du régime retraite ou pas déficit

Il y a tout juste un an, le COR (Conseil d'Orientation des Retraites), instance censée être spécialiste du sujet, déclarait que les comptes des retraites étaient à l'équilibre jusqu'en 2070 ! Le pouvoir en place, qui prévoyait sa réforme « systémique » était bien mari : comment convaincre qu'il faut réformer alors que, financièrement, tout va bien ? Finalement, comme par enchantement, le COR dit aujourd'hui qu'il manquera autour de 10 milliards par an en 2025. En fait, les scénarios (qui ne sont pas des prévisions) tournent autour de 8 et 17 Md€. C'est dire si ces chiffres, qui affolent les populations (délibérément ou de fait), sont incertains. On est en droit de se demander comment ce conseil d'experts peut produire des documents si fluctuants d'une année sur l'autre, alors même que les données (à part la croissance) sont connues.

Le gouvernement est moyennement satisfait car cela l'oblige à lancer une pré-réforme avant cette date juste pour atteindre l'équilibre. Il faut bien comprendre que les discours catastrophistes se gardent bien de préciser que l'on parle d'un budget retraites qui s'élève à 325 Md€ (qui sont réellement collectés) pour lequel il manquerait (ce n'est pas sûr) 10 Mds (soit au pire 3 % du budget, et 0,3 % du Pib). On est loin d'une faillite du système contrairement à ce que prétendent ceux qui, de façon calculée, cherchent à inciter les jeunes générations à plier l'échine, à croire que tout est perdu pour elles et donc à tout accepter : il manquerait donc, et ce n'est même pas sûr, 0,3 % du Pib !

10 milliards d'euros c'est :

- le bénéfice annuel de la BNP ou de Total ;
- le montant annuel des gains des jeux de hasard ;
- le montant accordé à l'hôpital avec reprise partiel de la dette de 30 Md€ ;
- la moitié de la suppression totale de la taxe d'habitation (mesure inexpliquée qui bénéficiera également aux classes supérieures, que personne ne demandait, purement démagogique et électoraliste lors de la campagne présidentielle, une réduction des montants aurait suffi) ;
- le quart des cadeaux accordés au patronat dans le cadre du CICE ;
- le double des cadeaux fiscaux accordés aux plus riches (dont ISF en partie supprimé).

« Stratégie diabolique »

On doit pouvoir poursuivre la liste : tout ça pour dire que 10 Md€ ce n'est pas rien certes (si le montant du déficit prévisible est exact), mais cela n'est pas dû à une augmentation des dépenses, comme l'indique le rapport du COR lui-même. Les raisons du déficit sont liées en grande partie aux mesures prises par le gouvernement: **réduction d'emplois** dans la fonction publique (80.000 emplois supprimés d'ici 2022), **austérité salariale** prolongée dans la fonction publique, et **non compensation** des exonérations des cotisations sociales pour la prime de Noël et pour les heures supplémentaires. L'économiste ne craignait pas de parler de « *stratégie diabolique* » du Président de la République.

C'est donc sur une tromperie organisée de vouloir faire travailler les salariés plus longtemps . Edouard Philippe a beau nous dire qu'il ne veut pas une baisse des pensions , en fait, la réforme Macron y conduira.

Le COR écrit que le retour à l'équilibre est prévu pour 2030, ce que l'on se garde bien de préciser en haut-lieu. En admettant même que son scénario de déficit à 10Md€ soit fondé, il y a d'autres moyens de les compenser si le souci premier des gouvernants est le bien-être des français.